



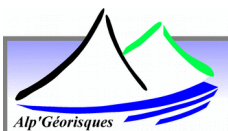
# **Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles de mouvements de terrain du secteur de l'Entre-deux-Mers**

**Communes de Baron, Branne, Cabara, Camarsac,  
Croignon, Daignac, Espiet, Grézillac, Nérigeau, Saint-  
Germain-du-Puch, Saint-Quentin-de-Baron**

**Rectificatif Pièce 3 : Bilan intermédiaire de la concertation**

**Dossier d'enquête publique**

Service Instructeur : Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde  
Réalisation : Alp'Géorisques



*Janvier 2017*



Deux avis de personnes publiques associées n'ont pas été intégrés dans le document « Bilan intermédiaire de la concertation », au paragraphe « 5 Suite de la procédure : Consultation des P.P.A. et de la population »

Ceux-ci concernent les communes de Camarsac et Croignon. Leur teneur est la suivante :

- commune de Croignon : **avis défavorable** (délibération n°D2016/60 en date du 13 octobre 2016)
- commune de Camarsac : **avis défavorable** (délibération n°78\_2016 en date du 13 octobre 2016)





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2016

Nombre de conseillers en exercice : 14

Présents : 10

Votants : 10

L'an deux mille seize, le jeudi treize octobre, le conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, salle du conseil municipal, sous la présidence de Frédéric COUSSO, Maire, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le 7 octobre 2016.

Présents : M. COUSSO Frédéric, M. BONNIER Patrick, M. BARRE Daniel, Mme DELHOUME Arlette, Mme DEYTS Valérie, Mme LESTAGE Sandrine, Mme MORANCHO Céline, M. SEGUY Nicolas, M. DAVID Cyril, M. LUCAS Patrick

Procurations:

Absents excusés :

Absents : Mme MOULIA Séverine, Mme TAMISIER Clotilde, M CANDAU Christophe, M. GOUTANIER Gérald

Secrétaire de séance : Céline MORANCHO

### N° D2016/60 Objet : Avis du conseil municipal sur le PPRMT (Plan de prévention des risques de mouvements de terrains)

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que l'élaboration d'un plan de prévention des risques de mouvements de terrains a été prescrite par arrêté préfectoral du 04 juillet 2011 sur le bassin de risques de l'entre-deux-mers regroupant 11 communes dont celle de Croignon.

Il rappelle que l'article L562-1 du Code de l'Environnement fixe les objectifs des PPR, à savoir :

1/ de délimiter les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation agricole, forestière, artisanale, commerciale ou industrielle ou, dans le cas où des constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations agricoles, forestières, artisanales commerciales ou industrielles, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines, pourraient y être autorisés, prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés ou exploités ;

2/ de délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières,

artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdictions ou des prescriptions telles de prévues au 1°

3/ de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, dans les zones mentionnées au 1° et au 2°, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;

4/ de définir dans les zones mentionnées au 1° et 2°, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

Monsieur le Maire rappelle que plusieurs réunions du comité de pilotage ainsi que plusieurs réunions publiques ont été organisées par les services d'Etat.

Au cours de ces réunions, plusieurs remarques ont été formulées par les élus et les habitants concernés par l'élaboration du PPRMT, notamment :

Les taux de défrètement n'apparaissent pas sur la carte des phénomènes historiques comme prévu.

L'intensité et la probabilité de l'aléa n'ont pas été spécifiées.

La grille de hiérarchisation des classes d'aléas établie par le ministère du développement durable n'est pas respectée.

Concernant les conséquences au niveau du sol, le taux de foisonnement n'a pas fait l'objet de la moindre approche alors que des logiciels existent.

Le zonage réglementaire arrêté écrase toute hiérarchisation des aléas, l'inconstructibilité étant généralisée au droit des carrières, ce qui est hautement et injustement préjudiciable au territoire et notamment aux propriétaires.

Les bandes de 50 mètres de suspicion sont assorties d'un degré moindre de risque, mais elles sont néanmoins le plus souvent frappées par l'inconstructibilité, alors que le zonage bleu avec prescription d'étude en cas de projet aurait largement suffi.

Les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui auraient dû constituer l'essentiel de la concertation avec les territoires sont réduites à leur plus simple expression réglementaire : l'obligation de visite périodique tous les deux ans par les propriétaires.

Pour exemple, Monsieur le Maire rappelle que lors de la réunion publique du 26 mai 2016 à Dagnac il a soulevé le cas particulier de l'usine KP1 qui n'est pas propriétaire de la carrière

située sous son terrain. Il avait souhaité que ce cas de figure soit pris en compte dans les prescriptions relatives aux visites périodiques obligatoires.

Les membres du Conseil Municipal regrettent que le projet de règlement du PPRMT ne permette pas une véritable hiérarchisation des zones règlementaires, des secteurs interdits et des secteurs où les constructions sont autorisées sous réserves de prescriptions d'étude et/ou de travaux. De surcroît, la quasi généralisation des interdits soumet, sauf exception, les évolutions ultérieures de zonage à des révisions de PPRMT pour le moins lourdes à mettre en œuvre et hypothétiques.

Les membres du Conseil Municipal n'admettent pas que l'obligation des visites de surveillances ne prenne pas en compte les situations réelles avec toutes les disparités qu'elles génèrent (problèmes d'accès, d'organisation, de coordination..). Ce projet de PPRMT ne permet pas d'engager une dynamique, il ne prévoit même pas l'instance qui permettrait d'en assurer le suivi.

**Pour l'ensemble de ces éléments, Le Conseil Municipal, à l'unanimité :**

**EMET UN AVIS DEFAVORABLE au PPRMT.**

Pour extrait conforme,  
Le 14 octobre 2016  
Le Maire,  
Frédéric COUSSO



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu :  
De sa réception en Préfecture le 14 octobre 2016

Mairie de Croignon  
2, rue de la Mairie  
33750 Croignon  
T. 05 56 30 10 64  
F. 05 56 30 16 29  
[mairiedecroignon@wanadoo.fr](mailto:mairiedecroignon@wanadoo.fr)





République Française  
Département GIRONDE  
Commune de Camarsac

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13/10/2016

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
15	10	10

Vote
A l'unanimité
Pour : 10
Contre : 0
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en PREFECTURE DE LA  
GIRONDE  
Le : 18/10/2016  
Et  
Publication ou notification du :

L'an 2016, le 13 Octobre à 20:30, le Conseil Municipal de la Commune de Camarsac s'est réuni à la MAIRIE DE CAMARSAC, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur CROS Bernard, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers municipaux le 07/10/2016. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 07/10/2016.

**Présents :** M. CROS Bernard, Maire,  
Mmes : CHAMPALOU Karine, SOKOLOVITCH Marie-Jeanne,  
MM : BOUQUIL ALAIN, CHEMINEAU Francis, LURTON Thierry, OLIGER Etienne, ORTEGA Michel, PALACIN Patrick, TEIL Lionel

**Absent(s) :** Mme AYZA Sandra,  
MM : CAZENABE Hervé, ETCHEVERRIA Bruno, QUESADA RIZO Nicolas, VIAU Benoît

**A été nommé(e) secrétaire :** M. ORTEGA Michel

78\_2016 – PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES DE MOUVEMENT DE DE  
TERRAIN (PPRMT) AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIES (P.P.A).

Avis du Conseil Municipal sur le PPRMT, Monsieur le maire donne la parole à Monsieur Michel ORTEGA qui nous fait lecture

### Exposé :

Dans le secteur de l'entre deux mers de nombreux sites de carrières souterraines ont été exploités intensivement à partir du 18ème siècle pour extraction de calcaire à astéries sur une vingtaine de mètres d'épaisseur en période de dépôts dite de l'Oligocène, il y a une trentaine de millions d'années.

La cimentation des débris carbonés accumulés n'est pas constante du fait de l'hétérogénéité du sédiment et de l'infiltration hydrique ; Cela explique les différences de compacité et par suite des qualités constructives du matériau d'une carrière à l'autre voir sur un même site.

Les deux modes d'exploitation, en galerie (par « cavage à bouche ») ou à ciel ouvert (« par banquettes »), étaient conditionnés par l'importance des « morts terrains » sus-jacents et par la qualité et l'épaisseur des niveaux à exploiter.

A Camarsac, l'exploitation à perdurée jusqu'en 1950.

Aujourd'hui le vieillissement mécanique des galeries sous-jacentes qui ne sont plus drainées par le fonctionnement de vidange de l'apport périodique de la nappe phréatique peuvent provoquer des désordres. Plusieurs fontis se sont produits localisés dans la zone la plus ancienne de l'exploitation au centre Bourg.

Suite à ces phénomènes naturels dus au vieillissement généralisé des carrières, un Plan de Prévention des Risques de Mouvement de Terrain a fait l'objet d'un arrêté Préfectoral le 4 Juillet 2011, sur le secteur de l'entre deux mers regroupant onze communes.

Pour chaque commune, a été dressée une carte des phénomènes historiques répertoriés. Puis une carte des aléas correspondant à la nature et estimation de la gravité du risque d'effondrement ou de glissement de terrain ou de chute de blocs.

Une carte des enjeux, reprend la zone urbanisée, routes et réseaux et permet par l'analyse en trois fonctions croisées d'établir un zonage réglementé des zones d'interdiction à la construction en l'état du sous-sol, et les zones à contraintes dites faibles assorties de la nature du risque.


Enfin le règlement constitue la pièce de référence des dispositions à la constructibilité différenciée par la nature et l'intensité du risque en zone d'interdiction dite zone rouge et en zone de prescriptions dite zone bleue.

La commune est adhérente à l'association CaFaP 33 qui regroupe de nombreux élus et compétents, ses objectifs plus rationnels de l'organisation du foncier sous-solé de cavités que le prévoit le PPRMT contribue à l'évolution du document, notamment par ses remarques et propositions au moment des réunions publiques suivies par une nombreuse assemblée.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur ORTEGA Michel le Maire précise :

- Il considère indispensable l'élaboration de ce document de base complémentaire au PLU en cours d'établissement.
- La dénomination de PPRMT peut prêter à confusion avec d'autres plans de même appellation concernant les mouvements des sols par sécheresse et réhydratation.
- Le zonage ne reflète pas le danger réel à la construction du centre Bourg, selon la carte des phénomènes historiques, en raison d'une représentation non différencié des risques et enjeux en fonction de la dégradation du sous - sol.
- L'obligation de visite à minima d'observations de l'état des piliers et galeries ne prête à aucun engagement de remédier aux situations de dégradations avec enjeux.
- Le document arrêté en l'état ne comporte aucune clause d'évolution possible de la réglementation.

En conclusion, le Maire émet un avis de réserve défavorable à l'application du règlement dans sa version actuelle et demande une concertation plus élargie, aux élus et associations, à l'élaboration de ce document.

Envoyé en préfecture le 18/10/2016  
Reçu en préfecture le 18/10/2016  
Affiché le   
ID : 033-213300833-20161013-D78\_2016-DE

Après avoir entendu, l'exposé le Conseil Municipal vote et décide à l'unanimité des présents d'émettre un avis de réserve défavorable à l'application du règlement dans sa version actuelle et demande une concertation plus élargie, aux élus et associations, à l'élaboration de ce document.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :  
En mairie, le 18/10/2016  
Le Maire  
Bernard CROS

